



CHRONOLOGIE : JUIN 2014-AOÛT 2014

La chronologie est rédigée par Hadrien Desuin, Pascal Gauchon et Jean-Baptiste Noé, parue initialement dans Conflits n°3 (octobre-novembre-décembre 2014). **Source : www.revueconflits.com**

◆ 29 MAI. ÉTATS-UNIS

Le président Obama rétorque à ceux qui critiquent la mollesse de sa politique étrangère. « Une intervention militaire américaine ne peut être la seule composante de notre leadership. Ce n'est pas parce que nous avons le meilleur marteau que tout problème doit être assimilé à un clou ».

◆ 2 JUIN. FRANCE

Le président François Hollande s'engage à maintenir les engagements de la loi de programmation militaire.

◆ 2 JUIN. ESPAGNE

Confronté à une vague de scandales, le roi Juan Carlos abdique en faveur de son fils Philippe VI.

◆ 5 JUIN. SYRIE

Le président Assad remporte les élections présidentielles avec 88,7 % des voix, mais le scrutin n'a pas pu se dérouler dans une large partie du pays. Le 10 il proclame la plus importante amnistie depuis une cinquantaine d'années.

◆ 10 JUIN. IRAK

EIIL s'empare de Mossoul, la deuxième ville du pays. Le lendemain c'est le tour de Tikrit. Les Kurdes en profitent pour mettre la main sur Kirkouk. Le 22 juin, le secrétaire d'État John Kerry commente au Caire : « Les États-Unis n'étaient pas responsables pour ce qui s'est passé en Libye, et ils ne le sont pas pour ce qui se passe en Irak aujourd'hui ». En août des peshmergas kurdes de Syrie et de Turquie viennent appuyer leurs compatriotes d'Irak. Un premier pas vers l'unité kurde ?

◆ 10 JUIN. ISRAËL

Reuven Rivlin est élu président. Il remplace le nonagé-

naire Shimon Pérès, symbole du dialogue mais aussi de l'impasse des pourparlers israélo-palestiniens. Cet apôtre de la colonisation mais aussi des droits fondamentaux devrait rompre avec l'image d'ouverture prônée par son prédécesseur.

◆ 15 JUIN. COLOMBIE

Le président Santos est réélu à la tête du pays avec 50,9% des voix. Il s'est engagé à poursuivre les négociations avec les FARC et l'ELN, mouvements gauchistes.

◆ 15 JUIN. KENYA

Les islamistes somaliens des Shebabs commettent un attentat près du centre touristique de Lamu, au nord-est du pays. Une cinquantaine de personnes qui ne pouvaient pas réciter la profession de foi de l'islam ont été abattues.

◆ 16 JUIN. RUSSIE/UKRAINE

Après des négociations infructueuses, Gazprom coupe les approvisionnements de gaz à l'Ukraine.

◆ 16 JUIN. ÉTATS-UNIS/ARGENTINE

La cour suprême confirme le jugement du juge Griesa obligeant Buenos Aires à rembourser le fond « vautour » Elliott qui avait acquis à bas prix de la dette argentine et réclame son remboursement au prix fort. Une ultime tentative de négociation échoue le 30 juillet.

◆ 22 JUIN. FRANCE

Les ultimes négociations aboutissent à la reprise d'Alstom par General Electric. L'État entrera au capital et disposera d'un droit de veto. Inspirée par la logique de l'État stratège et du patriotisme économique, cette décision est vivement critiquée à droite. Patrick Devedjian

va jusqu'à déclarer sur i-Télé : « Le nationalisme économique est le dernier refuge du racisme ».

◆ 23 JUIN. SYRIE

L'OIAC annonce avoir reçu les derniers stocks d'armes chimiques déclarés et dans les temps impartis, dans l'indifférence générale.

◆ 27 JUIN. UNION EUROPÉENNE

L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie signent avec l'Union européenne un accord d'association qui doit déboucher, entre autres, sur la suppression de la quasi-totalité des barrières douanières entre ces pays et l'Union.

◆ 30 JUIN. ÉTATS-UNIS

BNP Paribas accepte de payer une amende de plus de 8 milliards de dollars pour échapper aux poursuites de la justice américaine.

◆ 30 JUIN. IRAK/SYRIE

EIIL proclame le rétablissement du califat, une revendication capitale pour les islamistes qui signifie la réunification des pouvoirs politique et religieux. Le 17 juillet, il décrète l'expulsion des chrétiens qui ne se seraient pas convertis à l'islam.

◆ 30 JUIN. ISRAËL

On apprend l'assassinat de trois jeunes Israéliens par des activistes palestiniens. En représailles des activistes israéliens brûlent un jeune Palestinien. Ces événements remettent en marche l'engrenage manifestations des Palestiniens/répression, tirs de missiles par le Hamas/ bombardement de la zone de Gaza. Le 8 juillet, Israël lance l'opération « Bordure protectrice » pour empêcher les tirs de roquettes du Hamas.

◆ 1^{ER} JUILLET. JAPON

Le gouvernement adopte une résolution qui modifie l'interprétation de l'article 9 de la Constitution et autorise de fait l'envoi de troupes japonaises à l'étranger.

◆ 10 JUILLET. ALLEMAGNE

A la suite de l'arrestation d'un agent des services secrets qui avait trahi son pays au profit de la CIA, Berlin expulse le chef des services américains locaux. Cette crise succède aux révélations de Snowden concernant les écoutes d'Angela Merkel par la NSA. Début août le ministère des Affaires étrangères réclame à toutes les ambassades de lui fournir la liste de leurs agents secrets (!) opérant en Allemagne.

◆ 13 JUILLET. BRÉSIL

Après avoir écrasé le Brésil en demi-finale (7 à 1), l'Allemagne emporte la coupe du monde de football contre l'Argentine. Tout sourit à Angela Merkel !

◆ 13 JUILLET. AFRIQUE

L'opération Serval, cantonnée au Mali, est remplacée par l'opération Barkhane étendue à l'ensemble du Sahel pour lutter contre les islamistes.

◆ 15 JUILLET. EUROPE

Jean-Claude Juncker est élu par le Parlement européen président de la Commission européenne. En contrepartie, le leader de la gauche européenne Martin Schütz conserve son poste de président du Parlement ce qui confirme l'accord de fond entre droite et gauche européennes. En revanche David Cameron remanie son gouvernement en un sens eurosceptique.

◆ 15-16 JUILLET. BRÉSIL

Le sixième sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), réuni à Fortaleza, entérine la création d'une « Nouvelle Banque de développement » présidée par un Indien et installée à Shanghai. Dotée d'un capital de 50 milliards de dollars et d'un fonds de réserve de change d'urgence de 100 milliards pour répondre aux crises monétaires, la NBD pourra se substituer au FMI comme à la Banque mondiale. La Chine parle d'une solution « alternative » au FMI, mais l'Inde et le Brésil sont plus prudents. Quoiqu'il en soit, ces organismes permettront aux pays concernés de moins dépendre du dollar et de se passer des conditions exigées par le FMI pour son aide.

◆ 16 JUILLET. CUBA/RUSSIE

Moscou annonce la réouverture de la station d'écoute de Lourdes dont l'activité avait été interrompue en 2001.

◆ 16 JUILLET. LIBYE

Plusieurs pays européens recommandent à leurs ressortissants de quitter le pays. Le pays sombre dans le chaos le plus total tandis que le nombre de migrants illégaux vers l'Italie explose ; 61 600 sont arrivés en Italie de janvier à fin juin, principalement à Lampedusa, contre 4 300 pour la même période de 2012.

Le 5 août les principaux intellectuels qui avaient pétitionné pour l'intervention en Libye déclarent au Nouvel Observateur qu'ils ne regrettent rien. Pascal Bruckner précise ! « Qu'ils s'entretuent aujourd'hui, c'est malheureux mais ce n'est plus de notre ressort. » BHL tranche : « Un événement ne se juge pas à ses conséquences. » Et à quoi donc ?

◆ 17 JUILLET. UKRAINE

Un avion de la Malaysia Airlines est abattu par un missile sol-air. On compte 295 morts. Kiev, Moscou et les séparatistes de Donetsk se renvoient la responsabilité. Dans la foulée, de nouvelles mesures de rétorsion sont prises contre la Russie par les États-Unis, puis par l'Union européenne le 29 juillet. La France est de plus en plus sur la sellette pour sa livraison de navires à la Russie. « Il est temps d'arrêter la « mistralisation » de la politique européenne » a lancé sur son compte Twitter la présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė. J.C. Cambadélis lui répond : « C'est un faux débat mené par des faux culs ».

◆ 28 JUILLET. RUSSIE

La cour d'arbitrage international de La Haye condamne la Russie à verser 50 milliards \$ aux actionnaires de l'ancien groupe pétrolier Ioukos qui avait été démantelé en 2004.

◆ 28 JUILLET. CHINE

De nouvelles émeutes opposent les indépendantistes ouïghours et la police chinoise au Xinjiang faisant une centaine de morts. Un imam proche de Pékin est assassiné.

◆ 30 JUILLET. ARGENTINE

La justice américaine donne raison au « fond vautour » Elliott qui a acquis une partie de la dette argentine et réclame son remboursement intégral.

◆ 2 AOÛT. UKRAINE

Le ministre ukrainien de la Défense, Valéri Gueleteï, appelle les insurgés à se réfugier en Russie « tant qu'une telle possibilité, qui ne durera pas longtemps, existe », confirmant l'idée que Kiev souhaite une « épuration ethnique ». L'armée ukrainienne engage une offensive qui réduit les bastions des séparatistes, au prix de bombardements contre les populations civiles. L'ONU parle de 36 victimes civiles par jour en août tandis que des centaines de milliers de personnes fuient la zone séparatiste attaquée par l'armée ukrainienne, beaucoup vers la Russie qui parle de 700 000 réfugiés.

◆ 5 AOÛT. ISRAËL

Une trêve met fin à l'opération « Bordure protectrice » à Gaza. En 29 jours elle aura fait 1 850 tués du côté palestinien et 64 chez Tsahal ; selon Tsahal 32 tunnels ainsi qu'un tiers du stock de roquettes du Hamas auraient été détruits, un autre tiers ayant été tiré sur Israël. La trêve sera rompue, puis finalement rétablie à la fin du mois.

◆ 6 AOÛT. RUSSIE

Moscou réagit aux sanctions prises contre elle en interdisant certaines importations agro-alimentaires venant de l'UE ou des États-Unis.

◆ 7 AOÛT. IRAK

Les États-Unis décident de frappes aériennes pour endiguer l'avancée de l'État islamique et sauver les minorités chrétiennes et yazidi.

◆ 10 AOÛT. TURQUIE

Recep Erdogan est élu président de la République dès le premier tour avec 52 % des voix. Le 21, il nomme Ahmet Davutoglu, au poste de Premier ministre. Cette nomination entérine la « poutinisation » du régime.

◆ 10 AOÛT. ÉTATS-UNIS

Dans une interview à The Atlantic à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage, Hillary Clinton attaque brutalement la politique extérieure d'Obama. Elle critique vertement la formule par laquelle Obama avait résumé sa politique, « ne pas faire de truc stupide » (don't do stupid stuff). H. Clinton prépare sa campagne présidentielle en reprenant les arguments des néo-conservateurs contre B. Obama.

◆ 14 AOÛT. CORÉE

Le pape François entame un voyage qui durera jusqu'au 18 pour rencontrer les 5 millions de catholiques coréens.

◆ 14 AOÛT. IRAK

Sous la pression conjointe des États-Unis et de l'Iran, Nouri Al Maliki renonce définitivement au pouvoir. Il se retire au profit de Haider Al Abadi, un chiite chargé de former un gouvernement ouvert à l'opposition sunnite.

◆ 15 AOÛT. JAPON

Deux ministres japonais se rendent au sanctuaire militaire controversé de Yasukuni.

◆ 18 AOÛT. RUSSIE

Moscou annonce un accord avec l'Ukraine pour un convoi humanitaire sous les hospices de la Croix Rouge, en vue de secourir les assiégés de Donetsk. Le 23, le convoi force le passage de la frontière, « intrusion humanitaire » aussitôt dénoncé par l'Ukraine et ses alliés qui en oublient le « devoir d'ingérence » auxquels ils sont attachés.

◆ 19 AOÛT. IRAK

Dans une déclaration au quotidien italien Corriere de la Sera, l'archevêque de Mossoul, Mgr Amel Shimoun Nona, s'adresse aux pays occidentaux. « Notre souffrance est un prélude à ce que vous-mêmes, chrétiens

européens et occidentaux, souffrirez dans un futur proche...» Le 20 août, EIL diffuse la vidéo de la décapitation du journaliste, James Foley. Le bourreau est un Britannique parti faire le djihad.

◆ 25 AOÛT. UKRAINE

Sur fond de crise politique et économique grave, le président Porochenko annonce la dissolution de la Rada, le parlement ukrainien. Il s'agit selon sa formule d'une opération de « lustration » (épuration) contre ses opposants. Le 27 août l'OTAN présente ses preuves de l'entrée de troupes russes en Ukraine orientale ; elle estime le chiffre à un millier d'hommes. Avec ce soutien les séparatistes reprennent l'offensive. La crise ukrainienne vient de changer de nature.

◆ 28 AOÛT. ÉTATS-UNIS

Lors d'une conférence de presse importante, B. Obama exclut toute intervention militaire en Ukraine et révèle que Washington « n'a pas encore de stratégie » face à EEIL. De quoi nourrir les critiques pour passivité et indécision.

◆ 30 AOÛT. BRUXELLES

Les chefs d'État et premiers ministres de l'Union désignent le polonais Donald Tusk comme président du Conseil européen et l'italienne Federica Mogherini comme haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Un homme de droite et de l'Est qui s'est montré très hostile à Moscou, une femme de gauche et du Sud que l'on dit plus compréhensive envers la Russie... Pour confirmer son esprit de décision, l'Union menace la Russie de nouvelles sanctions... d'ici une semaine. Nullement effrayé, V. Poutine évoque le lendemain « un statut étatique pour le Sud-Est de l'Ukraine afin de protéger les intérêts légitimes des personnes qui y vivent ».

SOURCE : REVUE CONFLITS

Abonnements et achat des anciens numéros en ligne à l'adresse www.revueconflits.com/abonnements/